

UN NOUVEAU RAPPORT RÉVÈLE UN PROGRAMME DE TRAVAIL FORCÉ AU TIBET



Formation de style militaire des « travailleurs ruraux excédentaires » dans la région de Chamdo au Tibet en 2016. (Photo: Chamdo au Tibet, 30 juin 2016).

DANS LE DROIT FIL D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL FORCÉ EN PLACE AU XINJIANG, PÉKIN POUSSE DE PLUS EN PLUS DE TIBÉTAINS À REJOINDRE DES « CENTRES DE FORMATION » DE STYLE MILITAIRE, OÙ ILS SONT UTILISÉS COMME DE LA MAIN-D'ŒUVRE BON MARCHÉ, RÉVÈLE UN NOUVEAU RAPPORT.

Ce [rapport](#), publié le 22 septembre par la Jamestown Foundation et corroboré par [Reuters](#), documente l'existence d'un programme de grande envergure dans la Région autonome du Tibet (RAT), dans le cadre duquel, rien qu'entre janvier et juillet 2020, plus d'un demi-million de Tibétains vivant en zone rurale ont dû quitter leurs terres et rejoindre des centres de formation de style militaire. Après avoir suivi cette formation sous la contrainte, bon nombre de ces Tibétains ont été envoyés ailleurs au Tibet ou en Chine pour pourvoir des emplois peu rémunérés dans des usines ou comme ouvriers du bâtiment.

Cette politique, introduite pour la première fois dans la région de Chamdo en 2013 et étendue à l'ensemble de la RAT depuis l'année dernière, repose sur plusieurs hypothèses racistes quant à la mentalité « arriérée » des Tibétains et la nécessité de réformer leur mode de pensée et leur identité culturelle, tout en veillant à leur loyauté à l'égard du Parti communiste chinois. Elle vise en outre à affaiblir l'influence de la religion bouddhiste et à obliger les Tibétains à abandonner leur mode de vie traditionnel sous le prétexte de la lutte contre la pauvreté.

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Un nouveau rapport révèle un programme de travail forcé au Tibet
- 2 La question du Tibet soulevée lors d'une réunion virtuelle entre les dirigeants de l'UE et de la Chine
- 3 La Chine est élue au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, mais essuie un nouveau revers alors que les critiques fusent
- 4 ICT participe à une Journée mondiale d'action contre les violations des droits de l'homme en Chine
- 5 Le septième Forum sur le travail au Tibet promet une répression plus forte encore
- 6 Un nouveau rapport d'ICT expose un procès « anti-gang » illégitime contre dix Tibétains de Sangchu
- 7 L'arrestation d'un officier de police new-yorkais accusé d'espionner la communauté tibétaine met en évidence l'offensive chinoise contre les Tibétains à l'étranger
- 8 Le point sur les prisonniers politiques
- 9 Suggestion de lecture
- 10 Événements à venir
- 11 Tibet Talks Europe



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

Bien qu'il ne soit actuellement pas prouvé que le programme appliqué en RAT implique des internements extrajudiciaires comme au Xinjiang, où plus d'un million d'Ouïghours sont détenus dans des camps de travail, ce programme présente clairement des éléments de coercition dans ses processus de recrutement,

de formation et de placement des travailleurs sur le marché du travail. Il s'agit là d'un exemple frappant des violations généralisées des droits de l'homme et des droits fondamentaux – dont la liberté de circulation et le droit de choisir ses propres moyens de subsistance – dont est victime une grande partie de la population tibétaine.

Suite à la publication de ce rapport, plus de 60 parlementaires issus de 16 pays [ont exigé que des mesures soient prises d'urgence](#) contre le Parti communiste chinois, appelant leurs gouvernements respectifs à « *agir sans délai pour condamner ces atrocités et empêcher de nouvelles violations des droits de l'homme* ».

LA QUESTION DU TIBET SOULEVÉE LORS D'UNE RÉUNION VIRTUELLE ENTRE LES DIRIGEANTS DE L'UE ET DE LA CHINE

LES DIRIGEANTS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA CHINE ONT TENU UNE RÉUNION VIRTUELLE LE 14 SEPTEMBRE, LORS DE LAQUELLE L'UE A AFFICHÉ SA POSITION DE PLUS EN PLUS FERME À L'ÉGARD DE LA CHINE. CETTE RÉUNION A ÉGALEMENT ÉTÉ L'OCCASION D'ABORDER LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS.



Xi Jinping, le président de la République populaire de Chine, Charles Michel, le président du Conseil européen, Angela Merkel, la chancelière fédérale de l'Allemagne, et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, à la réunion des dirigeants de l'UE et de la Chine par vidéoconférence, le 14 septembre. (Photo : Union européenne)

Cette réunion, qui a remplacé un important sommet entre les dirigeants des 27 pays de l'UE et leur homologue chinois à Leipzig, reporté en raison de la pandémie de COVID-19, a été présidée par le président du Conseil européen, Charles Michel, pour l'UE, et par le président Xi Jinping pour la Chine. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la chancelière allemande, Angela Merkel, pour la présidence du Conseil de l'UE, étaient également présentes. L'ordre du

jour comportait quatre points principaux : les changements climatiques, les questions économiques et commerciales, les affaires internationales et les droits de l'homme, ainsi que la pandémie de COVID-19 et la relance économique.

La réunion s'est tenue dans le contexte de la [méfiance croissante de l'Europe vis-à-vis de la Chine](#) (qu'elle considère à la fois comme une partenaire stratégique et comme une rivale) et elle a mis en lumière

l'attitude plus ferme et résolue de l'UE. « *L'Europe doit être un protagoniste du jeu, pas un terrain de jeu. La réunion de ce jour représente une nouvelle avancée sur la voie d'une relation plus équilibrée avec la Chine* », a déclaré le président Michel dans son [intervention](#) à l'issue de la réunion.

Lors d'un échange, paraît-il, « tendu », les dirigeants de l'UE ont également fait part de leurs préoccupations quant à la situation des droits de l'homme en Chine, notamment eu égard à la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong et à la manière dont sont traitées les minorités, en particulier au Xinjiang et au Tibet. Ils ont aussi réclamé un accès indépendant au Xinjiang et émis l'espoir qu'une visite de terrain pourrait être organisée au Tibet dans le cadre du prochain dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine.

Selon Noah Barkin, spécialiste des relations entre l'UE et la Chine au sein du Rhodium Group, « *l'accent mis sur Hong Kong et le Xinjiang montre que les valeurs jouent un rôle toujours plus important dans la relation entre les deux parties* ». « *Par le passé, des questions relatives aux droits de l'homme telles que celles-là étaient abordées à huis clos. L'Europe durcit sa position face à la Chine.* »

LA CHINE EST ÉLUE AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES, MAIS ESSUIE UN NOUVEAU REVERS ALORS QUE LES CRITIQUES FUSENT

EN DÉPIT DE SON BILAN DÉSASTREUX DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME, LA CHINE A ÉTÉ RÉÉLUE AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES LE 13 OCTOBRE, MAIS LE NOMBRE DE VOTES EN SA FAVEUR A FORTEMENT DIMINUÉ.

La Chine a obtenu 139 votes en faveur de sa candidature, contre 180 votes en 2016. Cette diminution de 25 % montre que de plus en plus de pays désapprouvent vivement les violations systématiques et graves des droits de l'homme commises par le Parti communiste chinois (PCC) au Tibet, au Xinjiang et à Hong Kong.

L'annonce de ce résultat décevant survient alors que la Chine a déjà essuyé plusieurs revers récemment à l'ONU. En juin, plus de 50 experts et instances spécialisées de l'ONU [ont réclamé un mécanisme de](#)

[contrôle indépendant et la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme](#) pour enquêter sur les violations des droits de l'homme au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong.

Au cours de la 45^{ème} session du Conseil des droits de l'homme à Genève, de nombreux États ont évoqué dans leur déclaration au titre du point 4 les violations massives des droits de l'homme commises par la Chine (l'Allemagne, la Belgique, la République tchèque et l'UE ont notamment fait part de leurs inquiétudes concernant la situation au

Tibet dans leurs déclarations). La Chine a également retiré une résolution sur le droit au développement qu'elle avait présentée conjointement avec le Pakistan et qui, selon des observateurs, risquait de redéfinir des normes internationales relatives aux droits de l'homme et de nuire au caractère universel et indivisible de ces droits.

Enfin, lors de la 75^{ème} Assemblée générale des Nations Unies à New York, [39 États ont souscrit à une déclaration sur la situation des droits de l'homme en Chine](#) et évoqué la situation au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong.

ICT PARTICIPE À UNE JOURNÉE MONDIALE D'ACTION CONTRE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

À L'OCCASION DU 71^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE LE 1ER OCTOBRE, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A PARTICIPÉ À UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS POUR DÉNONCER LES VIOLATIONS MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME EN CHINE, DANS LE CADRE D'UNE « JOURNÉE MONDIALE D'ACTION ».



À Bruxelles, le Congrès mondial ouïghour, l'Organisation des peuples et des nations non représentés, la Belgian Uyghur Association, Lungta – Actief voor Tibet, la Communauté tibétaine et ICT [ont organisé une manifestation](#) dans le quartier européen, où ils ont été rejoints par environ 150 personnes, ainsi que par des représentants de Hong Kong et de Taiwan. (Photo: ICT)

> SUITE PAGE 4

> SUITE DE LA PAGE 3

Cette [Journée mondiale d'action](#) a été organisée à l'initiative conjointe de plusieurs organisations représentant les Ouïghours, les Tibétains, les Mongoles, les Hongkongais, les Taïwanais et des dissidents chinois. Les participants se sont réunis – lors de manifestations dans les rues ou d'actions virtuelles – à l'occasion de la Fête nationale chinoise pour rendre hommage aux victimes de la répression exercée par le Parti communiste chinois et pour exiger que la Chine respecte les libertés et les droits fondamentaux de tous les peuples.

ICT a organisé ou rejoint des événements à Washington

DC, à Berlin et à Amsterdam, ainsi que dans le quartier des institutions de l'Union européenne à Bruxelles, alors que les dirigeants de l'UE s'étaient réunis pour discuter de questions de politique étrangère, et notamment de la relation entre l'UE et la Chine, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil européen.

C'était la première fois qu'autant d'organisations représentant différents groupes ethniques et peuples en Chine manifestaient ensemble, signe de leur solidarité croissante face aux violations des droits et des libertés de ces populations commises par la Chine.

LE SEPTIÈME FORUM SUR LE TRAVAIL AU TIBET PROMET UNE RÉPRESSION PLUS FORTE ENCORE

IL RESSORT DU SEPTIÈME FORUM SUR LE TRAVAIL AU TIBET, TENU À PÉKIN LES 28 ET 29 AOÛT DERNIERS ET PRÉSIDÉ PAR LE PRÉSIDENT CHINOIS, XI JINPING, QUE LA CLASSE DIRIGEANTE CHINOISE A DÉCIDÉ DE POURSUIVRE SA POLITIQUE DE CONTRÔLE ABSOLU ET D'ASSIMILATION AU TIBET.



Les participants au septième Forum sur le travail au Tibet à Pékin. (Photo : médias d'État chinois)

Les médias d'État chinois ont [rapporté](#) que Xi Jinping avait présenté une «*stratégie pour la gouvernance du Tibet dans la nouvelle ère*», qui prévoit la «*sinisation*» du bouddhisme tibétain et le renforcement

des capacités des organisations et des membres du Parti communiste chinois à tous les niveaux «*pour relever des défis majeurs et prévenir des risques de taille*». L'accent a considérablement été mis sur la

nécessité d'assurer la «*sécurité nationale*» et la «*solidarité ethnique*».

Même si Xi Jinping proclame le succès de la politique de la Chine au Tibet, en particulier depuis le 18^{ème} Congrès du PCC en 2012, lors duquel il est devenu le dirigeant de la Chine, le fait que, dans sa déclaration, il enjoigne aux membres du Parti d'axer leur action sur «*le maintien de l'unité de la patrie et le renforcement de l'unité nationale*» dénote une prise de conscience croissante de l'incapacité du PCC à obtenir l'adhésion du peuple tibétain.

Suite à ce forum, deux hauts fonctionnaires chinois – Wang Yang, le président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, et You Quan, le ministre du Département du Front uni des travailleurs du Comité central du PCC, [se sont rendus dans le Qinghai et le Sichuan](#), dans le cadre d'une campagne de propagande spécifiquement consacrée à la mise en œuvre de l'objectif du forum.

UN NOUVEAU RAPPORT D'ICT EXPOSE UN PROCÈS « ANTI-GANG » ILLÉGITIME CONTRE DIX TIBÉTAINS DE SANGCHU

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET RÉVÈLE DANS UN NOUVEAU RAPPORT QUE DIX TIBÉTAINS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À DE SÉVÈRES PEINES DE PRISON À L'ISSUE D'UN PROCÈS, QUI A MONTRÉ COMMENT LA CHINE UTILISE DES MESURES DE « LUTTE CONTRE LES GANGS » POUR RÉDUIRE LES TIBÉTAINS AU SILENCE ET LES EMPÊCHER DE BÉNÉFICIER DE PROCÈS ÉQUITABLES.



Les 10 accusés alignés en combinaison Hazmat. (Photo: médias d'État chinois)

Ce [rapport](#), qui analyse l'enregistrement vidéo du procès de dix individus tenu les 28 et 29 juin devant le tribunal populaire du comté de Sangchu (en chinois : Xiahe) dans la préfecture autonome tibétaine de Kanlho (en chinois : Gannan) de la province du Gansu, indique que les accusés – des chefs de communauté respectés qui n'ont fait que demander un

dédommagement pour les dégâts causés à leurs biens dans le cadre de projets nationaux de construction d'autoroutes, exprimer leurs inquiétudes concernant la présence d'un abattoir dans leur ville, et lever des fonds et acheter un terrain abandonné pour leur monastère – ont été injustement poursuivis en justice au titre de la campagne « Saohei

Chu-e » (une abréviation pour « le combat particulier visant à se débarrasser des gangs et à déraciner le mal »). À l'issue du procès, le juge a prononcé à l'encontre des dix accusés tibétains des peines allant de neuf à quatorze ans de prison pour « extorsion » et « vente sous la contrainte ».

La campagne Saohei Chu-e, une campagne judiciaire et politique lancée en 2018 en vue d'éliminer les « gangs » et le « crime organisé » en Chine, est utilisée dans les régions tibétaines pour [museler les critiques et les voix dissidentes](#), son objectif étant essentiellement d'asseoir le pouvoir du Parti au niveau local. Bien qu'il soit impossible de savoir exactement combien de Tibétains ont été poursuivis en justice dans le cadre de cette campagne antigang (en raison du manque de transparence des autorités chinoises et de leur refus de laisser des journalistes et des enquêteurs indépendants accéder au Tibet), on estime que plusieurs centaines de Tibétains auraient été emprisonnés dans ce contexte.

L'ARRESTATION D'UN OFFICIER DE POLICE NEW-YORKAIS ACCUSÉ D'ESPIONNER LA COMMUNAUTÉ TIBÉTAINE MET EN ÉVIDENCE L'OFFENSIVE CHINOISE CONTRE LES TIBÉTAINS À L'ÉTRANGER

L'ARRESTATION, FIN SEPTEMBRE, D'UN OFFICIER DE POLICE DE LA VILLE DE NEW YORK ACCUSÉ D'ESPIONNAGE À LA SOLDE DE LA CHINE EST L'UNE DES DERNIÈRES PREUVES EN DATE DE LA PRESSION CROISSANTE QU'EXERCE LE POUVOIR CHINOIS SUR LES TIBÉTAINS EN EXIL.

Dans un communiqué de presse publié le 21 septembre, le ministère de la Justice a [annoncé](#) qu'il engageait des poursuites contre l'officier Baimadajie Angwang, un

citoyen américain prétendument d'origine tibétaine, accusé d'être un agent illégal de la République populaire de Chine. Baimadajie Angwang, qui est également réserviste de

l'Armée des États-Unis, est accusé d'avoir transmis des informations à son officier traitant au consulat chinois à New York alors qu'il surveillait la communauté tibétaine

> SUITE PAGE 6

> SUITE DE LA PAGE 5

dans la ville et tentait d'y recruter d'autres espions.

Cette récente affaire, parmi d'autres, illustre le schéma évident dans lequel s'inscrivent les efforts déployés par la Chine pour infiltrer les communautés tibétaines partout dans le monde afin de surveiller leurs activités,

de les intimider et d'étouffer les critiques formulées à l'égard des politiques chinoises de répression au Tibet. [L'affaire survenue en 2018](#) en Suède, lorsqu'un Tibétain nommé Dorjee Gyantsan a été payé pour fournir des informations personnelles sur d'autres Tibétains, s'inscrit dans ce même schéma. Dorjee Gyantsan a été déclaré coupable par

un tribunal suédois et condamné à 22 mois de prison. La Suède a d'ailleurs récemment [décidé](#) de le renvoyer en Chine. Les autorités chinoises ont également utilisé des tactiques similaires à l'encontre d'Ouïghours ces dernières années.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

DOLKAR



Dolkar après sa libération le 15 août. (Photo: Tibet Times)

UNE TIBÉTAINE NOMMÉE DOLKAR, QUI A PASSÉ PLUS D'UN AN EN PRISON POUR AVOIR PARTAGÉ LA NOUVELLE DE L'ARRESTATION DE SON NEVEU, PRÉSENTAIT D'IMPORTANTES BLESSURES SUR LES BRAS ET LES JAMBES ET DES HÉMATOMES SUR TOUT LE CORPS LORSQUE LES AUTORITÉS CHINOISES L'ONT LIBÉRÉE EN AOÛT.

International Campaign for Tibet avait [rapporté](#) l'année dernière la condamnation de Dolkar et l'arrestation de son neveu Wangchen, qui avait prié pour le Panchen-Lama et exprimé le vœu de voir ce dernier et le Dalai-Lama enfin réunis au Tibet.

Le 15 août, après avoir purgé sa peine d'un an et trois mois d'emprisonnement, Dolkar a été libérée de la prison de Ra-nga Khar (Xinduqiao) à Minyak (en chinois : Minya) près de Dartsedo (en chinois : Kangding) dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze (en chinois : Ganzi) dans la province du Sichuan. Selon Dhondup, son frère qui vit en exil, elle a été libérée en mauvaise santé, avec des hématomes sur tout le corps et des membres en

très mauvais état, après avoir dû porter et déplacer des pierres en prison. À sa libération, elle a dû être emmenée dans une clinique locale pour extraire du pu et d'autres fluides de ses membres.

Radio Free Asia et Voice of America ont fait savoir que les autorités pénitentiaires chinoises avaient mis en garde Dolkar, lui enjoignant de ne pas communiquer avec le public sur les réseaux sociaux ou par téléphone. Les autorités lui ont également ordonné de ne pas publier de photos sur les réseaux sociaux, à l'exception de photos d'elle-même. Le fait qu'elle doive actuellement rester chez elle s'apparente à une assignation à résidence.

NEUF TIBÉTAINS CONDAMNÉS POUR SÉPARATISME PAR LE TRIBUNAL DE KARDZE

L'ORGANISATION DE DÉFENSE DES DROITS DES DÉTENUS DUIHUA BASÉE À SAN FRANCISCO [A RAPPORTÉ](#) QUE DEPUIS LA FIN DU MOIS DE JUIN DE CETTE ANNÉE, NEUF TIBÉTAINS AVAIENT ÉTÉ CONDAMNÉS POUR « INCITATION AU SÉPARATISME » PAR LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LA PRÉFECTURE AUTONOME TIBÉTAINE DE KARDZE (EN CHINOIS : GANZI), DANS LE SICHUAN.

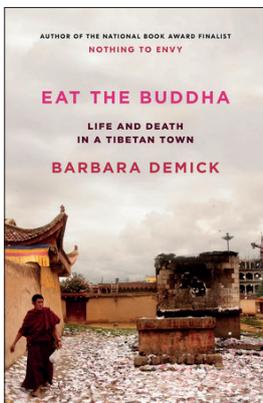
Selon Duihua, ces neuf Tibétains sont Choethar, condamné le 31 août, Dolma Tsering, Drakpa et Tsering Yeshe, condamnés le 28 août, Penpa, Namkha Gyaltzen et Pema Tsethar, condamnés le 7 août, Bhutruk, condamné le 2 juillet, et Bhudhar (Buda), condamné le 30 juin.

L'organisation a précisé qu'elle ne disposait que de très peu d'autres informations à leur propos – leur âge, leur sexe, le moment et la raison de leur arrestation et de leur procès, et la durée de leur peine demeurent inconnus, mais le terme « séparatisme » est utilisé

par le gouvernement chinois pour punir les activités liées au mouvement pour l'indépendance du Tibet ou qui visent à remettre en cause les politiques de répression du gouvernement chinois au Tibet.

SUGGESTION DE LECTURE

EAT THE BUDDHA: LIFE AND DEATH IN A TIBETAN TOWN, DE BARBARA DEMICK



Dans «*Eat the Buddha*», la journaliste primée Barbara Demick brosse un portrait saisissant du Tibet moderne à travers le prisme de la vie d'un groupe de Tibétains originaires de Ngaba, l'un des premiers endroits où les Tibétains et les communistes chinois se sont confrontés les uns aux autres et qui est devenu la capitale mondiale incontestée des immolations par le feu. Les personnages de Barbara Demick – parmi lesquels une princesse dont la famille est éliminée pendant la révolution culturelle et un jeune nomade tibétain qui se radicalise au sein du monastère chargé d'histoire de Kirti – sont tous face au même dilemme: doivent-ils résister aux Chinois ou plutôt les rejoindre? Doivent-ils adhérer aux enseignements bouddhistes de la compassion et de la non-violence, ou plutôt se battre? En mettant en lumière une culture longtemps idéalisée par les Occidentaux, Barbara Demick révèle la réalité du quotidien des Tibétains du vingt-et-unième siècle, qui tentent de préserver leur culture, leurs croyances et leur langue contre les assauts d'une superpuissance technologique omnisciente que rien ne semble pouvoir arrêter. Son récit est nuancé, sans fard, et parfois choquant.

Cliquez [ici](#) pour commander cet ouvrage (en anglais; une traduction française devrait être disponible prochainement).

TIBET TALKS EUROPE



'INCIDENCES SUR LE TIBET DE LA VISITE DU MINISTRE WANG YI EN EUROPE ET DU SOMMET UE-CHINE '

Quelles sont les incidences de la récente tournée européenne du ministre Wang Yi et de la réunion virtuelle des dirigeants de l'UE et de la Chine sur les relations UE-Chine et sur l'efficacité de la diplomatie concernant la question tibétaine? Ces questions ont été abordées lors d'un épisode des Tibet Talks Europe qui a réuni les parlementaires André Gattolin (France), Martijn van Helvert (Pays-Bas), Petter Eide (Norvège) et Isabel Santos (Parlement européen) ainsi que le directeur des Affaires européennes d'ICT, Vincent Metten.

[Cliquez ici pour visionner le 7ème épisode des Tibet Talks Europe – Incidences sur le Tibet de la visite du ministre Wang Yi en Europe et du sommet UE-Chine \(en anglais\)](#)

' CONVERSATION AVEC LA TIBÉTOLOGUE KATIA BUFFETRILLE '

Dans ce premier épisode des Tibet Talks Europe en français, le directeur des Affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a interviewé l'ethnologue et tibétologue française Katia Buffetrille à propos de son récent ouvrage, intitulé « *L'Âge d'or du Tibet* », et de la situation actuelle inquiétante au Tibet, à la lumière des politiques chinoises de plus en plus oppressives et assimilationnistes.

[Cliquez ici pour visionner le 8ème épisode des Tibet Talks Europe – Conversation avec la tibétologue française Katia Buffetrille](#)



ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **19-20 NOVEMBRE:** Forum de l'ONU sur les questions relatives aux minorités, sur le thème « discours haineux, médias sociaux et minorités », à Genève
- **FIN 2020 :** 38^{ème} dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine (à confirmer)